

Assumons le réalisme économique

Gilbert Cette, *Le Monde*, 15 mai 2016

Corriger les inégalités ne suffit pas. Il faut réformer l'économie dans le sens d'une compétitivité accrue et loin des dogmes keynésiens.

Les quatre premières années de ce quinquennat ont fourni une forte illustration de l'inadaptation du cadre idéologique de la gauche au réalisme économique le plus trivial. Ce réalisme a pourtant inspiré quelques réorientations de l'action sans lesquelles des difficultés économiques auraient encore empiré. Mais ces réorientations ont été engagées de façon correctrice, en dehors de tout cadre idéologique cohérent, et ont inévitablement abouti à un déchirement politique de la gauche dont les événements parlementaires les plus récents offrent une triste illustration. Elles ont nourri une légitime interrogation sur ce que c'est " qu'être de gauche ", ou plutôt sur ce que c'est " qu'être progressiste " puisque " être de gauche " signifie pour beaucoup l'adhésion totale à un cadre idéologique simpliste, fournissant de façon compulsive des réponses automatiques à toutes les questions. Par exemple que le chômage ou les inégalités traduisent inévitablement une insuffisance de la demande ou une insuffisante redistribution fiscale. L'engagement de fortes politiques de l'offre comme le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) ou le pacte de responsabilité illustrent ces réorientations.

Enfin, le constat était fait d'une compétitivité insuffisante induite en grande partie par des coûts trop élevés et une situation financière des entreprises trop dégradée ! Ces politiques fiscales de grande ampleur apportent une réponse salutaire à des difficultés enfin reconnues. Tourner ainsi le dos au " *keynésianisme primitif* " traditionnel de la gauche n'était pas une mince affaire. Mais, sans lecture plus globale et assumée de nos difficultés, ces politiques apparaissent à la fois décalées et insuffisantes.

Décalées car chacun a la conviction qu'une gauche dans l'opposition les aurait presque unanimement critiquées comme autant de cadeaux aux entreprises si elles avaient été engagées par la droite ; les réactions des frondeurs, hérauts zélés d'une vieille gauche conservatrice, en témoignent. Insuffisantes car elles se limitent à apporter une correction certes massive mais dont les effets sont transitoires à une dérive dont les causes ne sont pas réellement attaquées par des réformes structurelles ambitieuses.

On est encore en amont d'une telle transformation dans le domaine de la lutte contre les inégalités puisque l'analyse des réalités les plus flagrantes n'y a même pas encore été menée. L'arsenal fiscal visant à réduire ces inégalités a été largement amplifié sur les dernières années, aboutissant à des niveaux de prélèvement qui singularisent la France et ont d'inévitables effets de distorsion qui sont préjudiciables. On est là en cohérence avec le credo le plus traditionnel de la gauche, et nos frondeurs ne demandent pas ici d'effacer le trait mais de le prolonger.

Le smic, marqueur idéologique

Mais le constat n'est pas fait qu'avant correction fiscale les inégalités sont plus fortes en France que dans la presque totalité des pays développés, y compris les pays anglo-saxons, et que la mobilité sociale y est souvent plus faible. La réponse progressiste à ce constat serait d'associer (sinon de privilégier) la lutte contre les inégalités, en amont, à leur correction, en aval, par des réformes ambitieuses par exemple de notre système de formation (initiale et professionnelle) et par la recherche active de la plus grande efficacité dans l'articulation entre les politiques de lutte contre la pauvreté et les politiques d'emploi.

Dans certains domaines sociaux, la réflexion n'est pas même amorcée. La question du salaire minimum en fournit une bonne illustration. Le salaire minimum est un marqueur idéologique : le cadre de pensée le plus traditionnel de la gauche suggère éternellement de l'augmenter. Mais ce cadre est totalement inadapté. Il est statique et se refuse à intégrer toute problématique dynamique visant à offrir des perspectives de sortie du salaire minimum (sinon du non-emploi) aux personnes les moins qualifiées. Or, n'avoir comme seul horizon que le smic (ou le chômage) n'est-il pas pire que le fait même d'être au smic ?

Par ailleurs, la réflexion est totalement absente sur la cohérence entre la question du salaire minimum et les politiques de compétitivité et d'emploi, d'un côté, et les politiques ciblées de lutte contre la pauvreté, de l'autre. Suggérer l'engagement d'une telle réflexion suscite la méfiance : on touche à un totem. Pourtant, la gauche au pouvoir a une pratique en décalage avec son cadre de pensée : la gestion du smic est prudente et les coups de pouce modestes et exceptionnels. Et le maintien, voire l'amplification, de politiques très onéreuses de réduction des contributions sociales patronales ciblées sur les bas salaires, témoignent que sont reconnus, au moins de façon subliminale, les effets préjudiciables d'un smic élevé sur l'emploi des actifs les moins qualifiés.

On pourrait multiplier les exemples. On reste interdit devant le diagnostic des difficultés qui restent les mêmes : un marché du travail dual qui exclut les jeunes, un chômage structurellement élevé, un système éducatif et un système de corps qui renforcent l'hérédité et les inégalités sociales, des professions aux rentes protégées, un effondrement du système productif, un millefeuille territorial illisible et, plus globalement, un Etat boursoufflé et peu efficace..

Trois critères devraient être considérés pour élaborer les politiques visant à s'attaquer aux nombreuses difficultés économiques et sociales auxquelles nous sommes confrontés : optimiser la croissance et l'emploi, réduire la pauvreté et les inégalités y compris en termes de mobilité sociale, et enfin assurer la soutenabilité à moyen et long terme des choix retenus. Ce qui doit singulariser l'approche progressiste est la prise en compte du deuxième critère de réduction de la pauvreté et des inégalités au même titre que les deux autres. La gauche en est encore très loin, mais c'est seulement par cette révolution idéologique qu'elle peut renaître.